

# Légaliser ne signifie pas banaliser

## Légaliser le cannabis pour enrayer le marché noir et soutenir une politique préventive, tel est l'objectif du scénario imaginé par trois professeurs d'université.

● Céline DEMELENNE

**E**t si la légalisation du cannabis était plus efficace que la répression ? C'est la question que soulèvent trois spécialistes de renom : le criminologue Tom Decorte (UGent), l'économiste Paul De Grauwe (London School of Economics) et le toxicologue Jan Tytgat (KUL). Après un premier manifeste signé en 2013, ces trois professeurs d'université envisagent un scénario concret pour réglementer la consommation de cannabis. Ils l'exposent dans leur nouvel ouvrage, *Le cannabis sous contrôle. Comment ?* (éd. Lannoo) avec l'objectif de stimuler le débat.

## 1. Une répression inefficace

Cette réflexion part d'un constat amer : la politique belge en matière de drogue n'est pas parvenue à atteindre ses objectifs que sont la diminution du nombre de personnes dépendantes, ainsi que la réduction des dommages physiques et psychosociaux liés à la consommation de drogues.

*« Plus de 60 % des moyens alloués à ce secteur sont investis dans des stratégies répressives : on procède à des arrestations, à des saisies, on met certaines personnes en prison. Même si tous les acteurs politiques affirment investir dans la prévention ou dans de nouveaux traitements, seuls 5 % du budget total sont alloués dans une politique de prévention, remarque Tom Decorte. Il me semble que les proportions devraient être inversées. »*

Les chiffres accréditent les propos du criminologue : entre 2001 et 2013, en Wallonie, le nombre d'individus ayant déjà consommé du cannabis est passé de 8,6 % à 14,8 %. De manière plus préoccupante, le nombre d'admissions en psychiatrie en raison d'une con-

sommation excessive de cannabis a presque doublé de 2000 à 2013.

## 2. S'inspirer du passé

C'est en tirant les conclusions des politiques en matière d'alcool et de tabac que les auteurs ont abouti à l'idée d'un marché doté d'un réel interventionnisme étatique. « Avec l'alcool et le tabac, on était face à un marché commercial totalement libre, avec des entreprises très puissantes », et une volonté de servir des intérêts financiers. « C'est la raison pour laquelle nous optons pour un scénario prudent, dans lequel l'Etat a beaucoup d'exigences. »

## 3. Un scénario réglementé

Le modèle imaginé par les trois auteurs prévoit une réglementation de la production domestique à usage personnel. Chaque citoyen majeur pourrait cultiver 6 plants de cannabis. La vente de cannabis

cultivé pour usage personnel et vendu à des tiers constituerait une activité lucrative punissable. Avec circonstances aggravantes si la vente se destine à des mineurs.

Un défi important consiste à créer des espaces sécurisés et contrôlés, au sein desquels les personnes pourraient consommer du cannabis. Il s'agit de l'objectif des Cannabis Social Clubs, constitués en ASBL et fortement réglementés et contrôlés par une autorité de surveillance, pour éviter les dérives commerciales. Les membres du Cannabis Social Club pourraient déléguer la culture de leurs plants à cette organisation.

De vastes contrôles seraient également opérés sur la qualité du cannabis et notamment sur sa teneur en THC dont la forte concentration provoque de graves troubles psychiques.

Il s'agit là de quelques-unes des pistes évoquées dans l'ouvrage, pour transformer le marché noir unique en un système réglementé, faisant la part belle à la prévention. ■

# « Le populisme est plus efficace »

**F**ace à l'échec des politiques répressives, on peut légitimement se poser la question du bien-fondé de telles orientations. Pour quelles raisons le politique n'emboîte-t-il pas le pas de la réglementation, au détriment de la répression ?

« Je pense que l'une des réponses à cette question est qu'il est plus facile et efficace,

pour les hommes politiques, de tenir un discours populiste en affirmant que les drogues sont à l'origine de beaucoup de problèmes dans notre société, estime Tom Decorte. Un discours dur, de guerre, qui consiste à dire que l'on va lutter contre ce mal qui affecte la société est plus vendeur auprès des citoyens. »

Selon le criminologue, il serait nette-

ment moins porteur électoralement de démontrer la complexité du phénomène. *« Dire que le problème des drogues est lié à d'autres aspects sociaux comme l'emploi, la discrimination, l'exclusion de certains groupes, c'est un discours qui demande davantage de nuance. Et puis, depuis 50 ans, on a surtout développé des arguments moraux, idéologiques à propos des drogues, sans que ceux-ci soient soutenus par des conclusions scientifiques. »*

### **L'influence internationale**

Aujourd'hui, le paysage belge enregistre de timides avancées en matière de légalisation. *« Les partis de gauche sont plus ouverts à la discussion. Les autres partis, et surtout la N-VA, développent un tout autre*

*discours qui consiste à vouloir intensifier cette guerre contre les drogues, et notamment contre le cannabis. »*

La situation est néanmoins en train de se décriper, avec un contexte international plus souple. *« On voit que de plus en plus d'États ne veulent plus suivre les conventions internationales en matière de drogues. Ils disent aussi que ces conventions sont datées. »* Parmi les États qui ont lancé, ou concrétisé, ce processus de réglementation du cannabis, citons l'Uruguay, la Jamaïque, le Canada (qui va légaliser le cannabis dans quelques mois), ainsi que 8 États américains. *« Dans les années à venir, je pense qu'on aura encore de nouveaux développements qui auront un effet sur les esprits, en Belgique. » ■*